

Transports collectifs : le projet de REM masque la dégradation du niveau de service partout au Québec

Pour la rentrée, un million d'usagers réclament un coup de barre de la part du ministre Lessard

Montréal et Québec, le 8 septembre 2016 – Des usagers des transports collectifs de plusieurs régions du Québec, accompagnés des représentants de TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se sont réunis en cette période de rentrée pour dénoncer des années de promesses non tenues et de dégradation des services de transports collectifs, partout au Québec. Diminution des services interurbains dans les régions éloignées, saturation des réseaux de transport collectif au cœur des grandes villes, fréquence insuffisante et service anémique en dehors des heures de pointe dans les couronnes, immobilisme dans les grands projets sous la responsabilité du gouvernement du Québec : un million d'usagers des transports collectifs en appellent à Laurent Lessard, nouveau ministre des Transports et de la Mobilité durable, pour donner le coup de barre qui s'impose.

Une situation qui se dégrade partout au Québec

Alors qu'ils contribuent à la lutte contre les changements climatiques et à faire du Québec une société plus prospère et en meilleure santé, les usagers des transports collectifs ont le sentiment d'être négligés par le gouvernement. « Nous en avons assez de devoir embarquer dans des métros et des autobus bondés », s'indigne Anne-Sophie Doré, usagère du transport en commun à Montréal. « On parle de la congestion liée aux travaux sur les routes, mais pour les usagers du transport en commun, c'est tous les jours la classe sardine. »

Les usagers et les organisations déplorent la stagnation de l'offre, voire sa diminution. Justine Brassard-Méthot, utilisatrice du transport en commun à Lévis, invite le gouvernement du Québec à faire les bons choix. « Je dois composer avec un service qui est inadéquat en dehors des heures de pointes. Les trajets ne sont pas toujours adaptés à mes déplacements et la liaison entre la ville de Québec et celle de Lévis est difficile. Je souhaite que le gouvernement du Québec priorise le projet de SRB et ne cède pas à la tentation de construire un troisième lien puisque ce n'est pas la bonne voie à suivre. »

Le REM, un projet prometteur, mais sans impact pour la grande majorité des usagers du Québec

Les usagers et les organisations notent que le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) piloté par la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui prend actuellement toute la lumière, ne concerne qu'une minorité d'usagers des transports collectifs. « Le REM ne changera rien, ni en Gaspésie, ni à Québec, ni sur la ligne orange du métro de Montréal », rappelle Philippe Cousineau Morin, coordonnateur aux affaires publiques à Transport 2000 Québec.

Pour les usagers et les organisations, le projet de REM masque une détérioration générale de la situation des transports collectifs au Québec, attribuable en bonne partie au manque d'engagement et de leadership du gouvernement du Québec dans ce domaine. Ils soulignent que le gouvernement du Québec ne peut pas abdiquer sa responsabilité envers tous les usagers et se placer dans une position strictement attentiste, d'autant plus

dans un contexte de lutte contre les changements climatiques. « En 2016, le MTMDET n'a toujours pas d'objectifs de réduction des GES, pas d'objectif de réduction de la consommation de pétrole et aucun objectif d'augmentation de la part modale des transports collectifs au Québec. Le ministère ne peut plus se cacher. Ce n'est pas le REM qui va permettre à lui seul d'atteindre la cible que le Québec s'est fixée pour 2030 », avertit Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki et membre du comité conseil sur les changements climatiques du gouvernement du Québec.

Un manque de leadership et des projets qui ne se réalisent pas

Partout au Québec, les villes sont en attente d'un leadership gouvernemental pour relancer le développement du transport en commun. Les usagers et les organisations déplorent notamment que les ambitieux projets de relance des transports collectifs issus des Plans d'aménagement et de développement des régions de Montréal et de Québec n'aient eu, pour la plupart, aucune suite.

À Montréal, l'année du transport collectif annoncée pour 2015 est restée lettre morte. « On est sans nouvelle du prolongement de la ligne bleue. Pour le SRB Pie IX, le mot « retard » n'est même plus adéquat », se désole Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville.

À Québec, le projet de réseau en site propre s'enlise depuis des années en l'absence de signal gouvernemental clair quant à son financement. « En attendant l'argent du gouvernement, il ne se passe rien, ni pour un tramway ou un SRB, ni pour améliorer le service ailleurs sur le territoire », renchérit Etienne Grandmont, directeur général d'Accès transports viables. Ce dernier rappelle que les augmentations de l'offre de service des dernières années ont été réalisées, faute d'argent neuf, en coupant dans l'amplitude et dans la fréquence de certains départs, voire en coupant carrément certains parcours moins achalandés.

Des années de promesses politiques sans lendemain : le nouveau ministre a l'occasion de laisser sa marque

« La rentrée 2016 marque la 5^e année sans Politique québécoise des transports collectifs », rappelle Philippe Cousineau Morin. « Du côté du fédéral, on n'a pas attendu pour déployer des efforts importants en faveur de la mobilité durable. À l'inverse, pour le gouvernement du Québec, les transports collectifs semblent relégués au bas de la liste des priorités à court terme. »

Malgré l'augmentation des besoins, les budgets consacrés par Québec au transport collectif n'ont pas été actualisés depuis des années. Les usagers et les organisations déplorent que le gouvernement du Québec surfe depuis longtemps sur des politiques périmées pour vanter son leadership en matière de lutte contre les changements climatiques, tout en prétendant donner la priorité aux transports collectifs.

« Nous attendons depuis des années qu'un coup de barre soit donné par le gouvernement du Québec. En l'absence d'alternatives de mobilité durable, le parc automobile croît à un rythme deux fois plus rapide que la population. La congestion routière est devenue la norme ! », s'indigne Karel Mayrand. « Il est évident que l'électrification des transports ne suffira pas à inverser cette tendance. Un virage décisif doit être pris en faveur des transports collectifs et le MTMDET est le principal obstacle à un tel changement de paradigme. »

« En transport collectif, il est plus que temps que le gouvernement du Québec donne aux villes des objectifs clairs, et les moyens pour les atteindre », exhorte Christian Savard. Au-delà du projet de REM, les usagers et les organisations attendent du gouvernement du Québec des décisions structurantes et une contribution suffisante et garantie au développement de l'offre en transport collectif, partout au Québec.

Une politique québécoise de mobilité durable d'ici la fin 2016

L'Alliance, qui a sollicité une rencontre avec le ministre Lessard dès sa nomination, offre son entière collaboration pour accompagner le gouvernement du Québec dans le développement d'une politique de mobilité durable digne du 21^e siècle, qui traduit une vision progressiste des transports avec des objectifs clairs.

Pour lire la lettre envoyée au ministre Lessard : <http://www.transitquebec.org/2016/08/lettre-au-nouveau-ministre-des-transport-laurent-lessard/>

- 30 -

À propos de TRANSIT

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont le rééquilibrage des investissements en transports (30 % aux transports collectifs), multiplier par cinq le financement du développement de l'offre de service en transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Renseignements :

Olivier Lapierre
514.583.3868
Olapierre@copticom.ca